



## Assemblée des délégués de l'Union suisse des paysans Jeudi 20 novembre, à Berne

*Hansjörg Walter, président*

*La version prononcée fait foi.*

Je ne suis pas aussi charismatique, ni aussi jeune, ni aussi éloquent que le nouveau président élu des États-Unis, Barack Obama, mais je partage sa vision, dont il a fait le slogan de sa campagne : Yes, we can ! Oui, nous le pouvons ! Rien ou presque n'est impossible. Il suffit d'y croire !

Chers délégués de l'Union suisse des paysans,  
Chères paysannes et chers paysans,  
Chers invités,  
Mesdames et Messieurs les représentants des médias,

Je vous souhaite la bienvenue à cette Assemblée des délégués de l'Union suisse des paysans. Je me réjouis que vous ayez pris la peine de vous déplacer et de montrer ainsi que l'avenir de l'agriculture vous tient à coeur.

En réfléchissant au contenu de ce discours, j'ai passé l'année dernière en revue. Était-ce une bonne année ? L'organisation faîtière de l'agriculture que nous sommes a-t-elle atteint de nombreux objectifs ? Les familles paysannes gagnent-elles enfin plus ? Je dois avouer que les réponses à ces questions ne me sont pas venues facilement. Cette année il s'est passé beaucoup de choses, et en ce moment, on est en train de poser de nombreux nouveaux jalons.

Après une vingtaine d'années de réformes, l'agriculture est toujours en mutation. Elle est soumise à de nombreuses influences, parfois contradictoires. Je pense ici aux développements intervenus à l'échelle mondiale, comme l'OMC ou la volatilité des marchés internationaux des matières premières agricoles. Sur le plan national, on nous en demande toujours autant, qu'il s'agisse des accords bilatéraux de libre-échange en cours, d'un vaste accord de libre-échange avec l'UE, d'une autre réforme de la politique agricole suisse ou du développement du système des paiements directs en découlant. Par ailleurs, les revendications adressées à l'agriculture viennent de toutes parts : des consommateurs, des défenseurs des animaux, des écologistes et des partisans de l'économie de marché et de la libéralisation débridée. Et nous, nous sommes là, au beau milieu, à la recherche de la voie optimale qui nous offrira un avenir assuré et qui nous permettra de satisfaire un maximum de ces exigences. Mais comme on le dit si bien, le meilleur résultat est celui qui laisse tout le monde un peu sur sa faim. En d'autres termes, nous ne pourrions pas donner à chacun le beurre et l'argent du beurre !

Mais tout cela ne déconcerte pas l'Union suisse des paysans et les familles paysannes. Elles vont de l'avant en cherchant en permanence des voies novatrices. Que l'on cesse alors de nous rebattre les oreilles avec cette fable d'une agriculture et d'une Union suisse des paysans acculées à la défensive et incapables d'articuler la moindre proposition de solution ! Tous ceux qui ressassent cette critique comme des moulins à prières ignorent une réalité importante : nous en avons fait beaucoup et nous en faisons encore beaucoup !

Toutefois, comment peut-on attendre de nous une adhésion à des scénarios qui ôtent le pain de la bouche à la moitié des familles paysannes suisses ? Comment pourrions-nous approuver des évolutions qui vont clairement dans la mauvaise direction ? Le changement

structurel se poursuivra sans pression supplémentaire. Son accélération ne créerait pas seulement des cas sociaux, mais mettrait réellement l'agriculture en danger de ne plus pouvoir remplir ses obligations constitutionnelles. C'est pourquoi je tiens à le répéter ici : la Constitution fédérale est le reflet de la volonté du peuple suisse. Elle doit donc être respectée, y compris par des conseillères fédérales et fonctionnaires ambitieux !

J'en viens maintenant à quelques sujets particuliers.

Commençons par l'**OMC**, une de ces histoires qui, pour être interminable, n'en est pas moins suspendue au-dessus de nos têtes comme une épée de Damoclès. Une fois de plus, l'optimisme régnait durant la phase préparatoire de la conférence ministérielle de juillet dernier, à Genève. Un optimisme partagé non seulement par les représentants de l'OMC, mais aussi par notre gouvernement, en dépit des effets dévastateurs pour l'agriculture suisse qu'auraient eus les propositions formulées et des maigres avantages qu'en auraient retirés les autres branches de notre économie. Mais tous les beaux discours n'ont servi à rien et le Cycle de Doha de l'OMC a vécu un nouveau naufrage. On pourrait imaginer que les responsables de l'OMC reconnaissent enfin la nécessité de modifier de fond en comble la position de l'institution. Les temps ont changé, en effet. L'humanité est confrontée aujourd'hui à des enjeux différents de ceux des débuts des négociations. L'expérience de ces dernières années a montré que les approches actuelles ne permettront pas aux pays économiquement défavorisés d'atteindre le niveau de développement souhaité. Il faut éviter que de grands groupes agricoles accaparent de gigantesques surfaces dans les pays pauvres pour y produire des cultures financièrement rentables tandis que les populations indigènes souffrent de la faim. Un tel mouvement provoquerait la disparition des petites exploitations familiales, qui assurent pourtant le gros de l'approvisionnement aux niveaux local et régional. L'agriculture n'est pas un secteur économique quelconque, mais un secteur vital lié à son implantation !

On souhaiterait faire entrer le même message dans certains cerveaux en ce qui concerne l'**Accord de libre-échange agroalimentaire avec l'Union européenne**. Après une longue période d'annonces et de préparatifs, la conseillère fédérale Doris Leuthard a officiellement lancé son projet de prestige il y a deux semaines et entamé des négociations avec Bruxelles. L'Union suisse des paysans est fermement opposée à ce projet pour les deux raisons suivantes. Premièrement, un tel accord ferait chuter nos prix et le revenu de l'agriculture s'en trouverait amputé de plus ou moins la moitié. Le changement structurel subirait alors une forte accélération. Deuxièmement, nous ne partageons pas l'objectif de la conseillère fédérale Leuthard. Nous refusons de nous limiter à produire des spécialités onéreuses et des produits sous label pour régaler les riches clients de Suisse et d'Europe. Nous voulons en premier lieu nourrir la population suisse, non pas avec des produits gastronomiques et labellisés, mais avec des produits de qualité à des prix corrects. Pour ma part, je considère également l'argument de la baisse des prix avancé par Mme Leuthard comme plus que sujet à caution dans un pays connaissant un des pouvoirs d'achat les plus élevés de la planète.

Il est juste et important d'exporter, avec toutefois un gros MAIS, à savoir que les exportations doivent être un complément et non pas l'alpha et l'oméga de nos activités. Prenons l'exemple du fromage, qui est notre principal produit agricole d'exportation. Dans ce secteur, le libre-échange total avec l'Union européenne est de règle. Mais on y constate les faiblesses de la stratégie d'exportation : la conquête des marchés étrangers est tout sauf une sinécure. La concurrence est féroce et les marges rémunératrices ne sont pas là. Actuellement, nos exportations et nos importations de fromage augmentent dans la même mesure. Il s'agit donc d'un jeu à somme nulle ! Pourtant, dans ce domaine non plus, l'Union suisse des paysans ne se contente pas de dire non. Lors d'une conférence de presse, il y a deux mois, nous avons proposé une stratégie alternative. Elle consiste à éliminer d'abord les nombreux obstacles non tarifaires au commerce et barrières commerciales existantes, qui rendent difficile l'exportation de produits suisses exempts de droits de douane. Dans un temps, il sera possible, pour autant que cela soit judicieux et nécessaire, d'ouvrir certains

secteurs en se basant sur les accords existants - je pense ici aux produits biologiques - si les paysans bio le souhaitent vraiment et non pas uniquement les organes dirigeants de leur organisation. Personnellement, je pense qu'une production locale pour la population locale est véritablement plus écologique...

Pour clore ce sujet, j'aimerais vous faire part d'une réflexion qui m'apparaît importante. Comme la crise bancaire actuelle nous le prouve de manière éclatante, le libre-échange est incapable de fonctionner de lui-même de manière optimale. Le rapport sur l'agriculture mondiale présenté cette année confirme d'ailleurs cette constatation notamment pour le secteur agricole. Si l'on applique les règles du libre-marché, les biens sont produits dans les endroits les moins chers et distribués ensuite dans le monde entier, au détriment de l'économie, de l'environnement, des normes sociales et des structures régionales. La seule explication que l'on entende est la suivante : « Les frontières s'ouvrent de toute façon, il faut en profiter le mieux possible. » Il n'en reste pas moins que le libre-échange n'est pas une loi naturelle ! Le pouvoir est entre nos mains : Yes, we can !

Même si les accords multilatéral et bilatéral dont je viens de vous entretenir ont un énorme impact sur l'agriculture, les préparatifs en vue de la prochaine réforme agricole ont malgré tout démarré. Cela se produit juste après la mise en œuvre de la dernière étape de la réforme de la politique agricole, PA 2011, dans laquelle l'Union suisse des paysans a jeté tout son poids pour obtenir des améliorations substantielles. **L'évolution du système des paiements directs** est au centre de ce nouveau cycle de la réforme. Le Parlement avait en effet chargé l'Office fédéral de l'agriculture d'analyser le système. L'objectif consistait à débusquer des points faibles dans la clé de répartition existante. Mais l'OFAG ne s'est pas contenté de procéder à une analyse, il a également élaboré un nouveau projet. Le problème, c'est qu'il n'a pas éliminé les défauts du système. Il les a aggravés. Il entend ainsi verser plus d'argent à la surface qu'aujourd'hui. Dans la pratique, il en résultera que chacun restera accroché à ses terres. Les paysans seront de plus en plus les jardiniers du paysage suisse, au lieu de produire de la nourriture pour la population et des matières premières pour l'industrie de la transformation. Pour nous, c'est un NON clair et net ! Ou pour rester fidèle à notre slogan: Oui, nous pouvons empêcher cela et nous l'empêcherons !

J'en viens maintenant au sujet suivant : la **situation du marché mondial** et la souveraineté alimentaire. Il y a une année, à cette tribune, je me réjouissais que les prix du marché mondial augmentent fortement après une longue période d'étiage. Entre-temps, ils se sont de nouveau normalisés. La récolte mondiale de céréales devrait battre des records et les prix du lait repartent à la baisse en Suisse et à l'étranger. Pourtant, nul autre que nous, les paysans, n'est mieux placé pour savoir à quel point la nature est capricieuse ! Les hauts et les bas se succèdent. Ce qui est certain pourtant, c'est qu'il faut nourrir un nombre toujours plus important d'être humains avec moins de surfaces et que les ressources naturelles, comme l'eau, sont rares. Les prix des produits agricoles peuvent bien chuter momentanément sur les marchés internationaux, à long terme, leur hausse est programmée. Pour moi, c'est aussi sûr que deux et deux font quatre. Je suis donc très curieux d'entendre ce que nous dira notre orateur du jour, le professeur Harald von der Witzke, de l'Université Humboldt de Berlin, à propos des prix des matières premières. L'Organisation mondiale pour l'alimentation et l'agriculture, la FAO, a en tout cas récemment mis en garde contre l'oubli de la crise alimentaire. Les problèmes ne sont en aucun cas résolus, même s'il y a une détente à court terme et que la crise financière relègue tous les autres à l'arrière-plan. Cette crise financière nous rappelle à juste titre que la responsabilité et la durabilité devraient guider nos réflexions et nos actes.

Il en va de même pour la situation de l'agriculture suisse. Plutôt que de sacrifier les paysans et leur production répondant aux besoins de la population suisse sur l'autel du libre-échange, nous serions bien inspirés d'accorder une importance accrue à notre **souveraineté alimentaire**. La souveraineté alimentaire est une idée simple : chaque pays a le droit d'appliquer sa propre politique en matière d'alimentation et d'agriculture. Nous avons donc

déposé, ou plutôt notre directeur a déposé lors de la dernière session des Chambres une initiative parlementaire pour la sauvegarde de la souveraineté alimentaire de la Suisse. À ce propos, j'aimerais souligner un point essentiel : la protection des terres cultivées. En Suisse, on construit avec application, on change des terrains d'affectation pour en faire des zones à bâtir. Chaque jour, la surface de terres productives qui disparaît représente huit terrains de football ou un mètre carré par seconde.

Je parle maintenant depuis un bon moment et pour nombre d'entre vous, je n'ai encore rien dit du problème le plus brûlant : la situation chaotique du **marché du lait**. Je suis aussi producteur de lait et la situation que nous vivons actuellement me préoccupe beaucoup, comme elle préoccupe l'Union suisse des paysans. Nous pourrions certainement y consacrer une assemblée entière. C'est pourquoi je me bornerai à vous rappeler ceci : nous ne pouvons avoir le beurre et l'argent du beurre ! Ou chacun produit la quantité de lait qu'il veut, ou nous avons un bon prix ! Par ailleurs, il ne faut pas qu'une partie des paysans suive une tactique et l'autre partie une tactique opposée. Ce qui me fâche particulièrement, c'est que chaque OP ou OPU fait ce qu'elle veut, considère égoïstement ses propres intérêts, puis finit par refile la patate chaude à la Fédération des producteurs Suisses de lait ou à l'Union suisse des paysans. Même avec la meilleure volonté du monde, cela ne peut pas fonctionner ! Le problème des quantités supplémentaires nous montre ce à quoi nous devons nous attendre en mai prochain. Nous avons encore le temps de nous y préparer. Pour autant que ce soit le fruit d'une réelle volonté commune et non pas d'un simple oui exprimé négligemment lors de la récente votation consultative de la FPSL !

Je ne veux pas conclure mes propos d'ouverture sur cette situation désagréable. Nous avons aussi de nombreuses raisons de nous réjouir et d'être optimistes. Il y a trois semaines en effet, la télévision alémanique a rendu publics les résultats de son étude annuelle sur l'image des institutions : comme les années précédentes, c'est l'agriculture suisse qui est arrivée en tête ! Les personnes interrogées nous placent devant la Banque nationale, le Conseil fédéral ou le Parlement... Chacun est bien forcé de manger !

Sans arrogance, j'ose dire que c'est là un résultat de notre campagne d'image, dont le succès ne se dément pas, et des excellentes campagnes publicitaires des organisations sectorielles. Cette année aussi, grâce à de nouvelles célébrités en chemise edelweiss, nous sommes parvenus à éveiller beaucoup d'intérêt et de sympathie pour nos familles paysannes. Nous avons eu la main particulièrement heureuse avec le champion cycliste Fabian Cancellara et le champion de tennis Stanislas Wawrinka, qui ont tous deux ramenés une médaille d'or des Jeux olympiques de Pékin. Nos propres enquêtes le confirment également : l'agriculture jouit après de la population d'une excellente image et d'un vigoureux soutien.

Nous disposons ainsi des meilleures conditions pour maîtriser les enjeux du moment. Nous sommes prêts à nous battre ! Je suis persuadé que nous pouvons à peu près tout réussir à condition de le vouloir. Mais de le vouloir ensemble, en tirant tous à la même corde. Unie, l'agriculture peut donc lancer de bon cœur : Yes, we can. Oui, nous le pouvons !

Je vous remercie de votre attention.